



GEOGRAPHIE REVISITEE CADRES, SOYEZ HONNÊTES ET OBJECTIFS : REJOIGNEZ-NOUS !

Le Directeur Départemental vous a présenté le futur réseau de proximité de la Haute-Savoie, version « géographie revisitée ».

- **La vérité est que la période de concertation est de la poudre de Perlimpinpin.** Se concerter ? mais sur quoi ? Pour discuter de l'implantation de quelques points de contact qui transforment la carte de géographie revisitée en trompe l'œil ? Le même schéma s'impose à tous les départements ce qui démontre l'absence de marge de manœuvre et une concertation d'apparence,
- **La vérité est que la réforme est un véritable plan social** visant à supprimer un maximum d'effectifs et de services.

Par ailleurs, pour vous appâter et adoucir vos craintes, le Directeur fait miroiter des débouchés de carrière étincelants :

« Des débouchés diversifiés seront offerts aux cadres par la création de nouveaux postes à responsabilité et financièrement attractifs (conseillers aux décideurs locaux, services de gestion comptable, animation de points de contact, etc.). Les différents profils de cadres (experts, managers, chefs de projets, etc.) trouveront là des conditions d'expression privilégiées pour ces postes à forte responsabilité et à haute valeur ajoutée. »

Vous y croyez ?

Avant tout, la réorganisation des structures telle qu'annoncée va aboutir à des services de grande taille. Votre rôle et le contenu de vos missions vont changer : quelles garanties (en dehors d'une garantie pécuniaire pour les comptables) pour l'exercice de vos nouveaux métiers avec une informatique à la hauteur ?

- **La vérité, dans les trésoreries, est que les comptables responsables personnellement et pécuniairement vont disparaître** purement et simplement, en laissant subsister très temporairement quelques rares centres de gestion comptable réservés aux cadres « méritants » les plus gradés du département (AFIP sûrement, AFIP A peut-être..). Les conseillers aux décideurs des collectivités auraient « une rémunération attractive », quelques points d'indice au mieux ridicules au regard de la disparition de l'indemnité de responsabilité comptable.

- **La vérité est que les débouchés de carrière sont purement et simplement massacrés pour l'ensemble des cadres, voilà la récompense de votre engagement exemplaire !**

Quant au fameux **accompagnement personnalisé**... un marché de dupes ! Ah oui, vous disposerez d'une priorité dans les mouvements de mutation ; dans un monde de prioritaires, celle-ci n'aura aucune utilité...

- **La vérité est que demain, comme tout agent de la DGFIP, vous devrez subir la mobilité et plus que jamais le fait du prince, et pire des détachements d'office dans d'autres organismes.** Pensez à la situation dans le privé, de ces cadres, qui se sont investis pour rendre effectif le plan social de l'entreprise, avant d'être eux aussi licenciés . Des offres d'emplois dans notre direction sont déjà sur l'APEC.

- **La vérité est que les principes directeurs de la réforme sont totalement biaisés :**

- Les comptables ont toujours su mettre leur disponibilité et professionnalisme au service des ordonnateurs. De quel droit décréter que le conseil aux collectivités locales est mal rendu, alors que tout a été fait pour priver les comptables des moyens pour assurer pleinement cette mission ?

- Comment imaginer que les fusions de service permettent de mieux gérer ? Peut-on faire mieux avec un grand service quand il est le regroupement de deux, trois services en difficultés ? Les problèmes s'additionnent, les emplois se soustraient.

Ces suppressions, à venir dans les trois prochaines années, toujours d'ampleur, vont conduire à de nouvelles fusions pour diminuer encore le nombre de services (SPF, SIE, SIP) au sein de directions elles-mêmes fusionnées et externaliser nos missions.

Mais, bien entendu, la réforme ne vise pas à « *sanctionner les services qui vont fermer* » !

Pourquoi alors vous résigner ? Votre collaboration ne vous permettra certainement pas d'être l'heureux survivant du plan social. Au-delà de votre situation, c'est bien notre maison DGFIP qui brûle. Et n'en déplaise à certains, il existe une différence profonde entre les banques et la DGFIP située au cœur des missions de l'Etat.

Cette réforme est imposée et ignore volontairement les contraintes locales notamment immobilières et les schémas de transport. ! Recentrons la réflexion sur un Service Public qui tient compte des besoins de tous les usagers et de la situation de tous les agents !

Il existe une alternative : vous mobiliser avec vos équipes de travail pour l'abandon de cette réforme mortifère pour notre administration. Vous n'avez aucune obligation professionnelle de porter cette réforme combattue par l'ensemble des personnels. A minima, nous vous invitons à ne pas cacher à tous vos interlocuteurs la vérité vraie.

Un plan social ne se cautionne pas.

**Ne vous résignez pas, soyez loyaux avec vous-même,
rejoignez-nous !**